

## CONTENU

### Relations commerciales

États-Unis/Mexique : la sécurité d'abord, le commerce ensuite ..... 1  
États-Unis/Lybie : un pas de plus vers la normalisation ..... 3

Études économiques et articles connexes ..... 4

### Relations commerciales

#### *États-Unis/Mexique : la sécurité d'abord, le commerce ensuite*

La visite en grande pompe du président mexicain Felipe Calderon à Washington le 19 mai dernier aura certainement permis d'identifier plus de problèmes que de solutions en ce qui a trait aux relations commerciales bilatérales entre les deux pays. Les deux thèmes principaux de la rencontre furent la sécurité et l'immigration. Les présidents Obama et Calderon n'ont pas écarté la question de la croissance du commerce, mais ont clairement signalé qu'elle était secondaire, ou plus précisément que la croissance du commerce découlerait de l'amélioration des conditions sécuritaires, notamment à la frontière entre les deux pays.

La principale annonce de la rencontre fut la signature de la déclaration sur la *Gestion de la frontière pour le 21<sup>e</sup> siècle* (21st Century Border Management). Cet accord non contraignant prévoit la création d'un comité conjoint pluriministériel, le *Twenty-First Century Border Bilateral Executive Steering Committee* (ESC). L'ESC est constitué de fonctionnaires des départements d'État, de la Sécurité nationale, de la Justice, du Transport, de l'Agriculture, du Commerce, de l'Intérieur, de la Défense et du bureau du représentant pour le Commerce du côté américain, et de fonctionnaires des secrétariats des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des

*« Puisque 80 % de nos échanges traversent notre frontière par voie terrestre, nous avons réaffirmé notre engagement à créer une frontière du 21<sup>e</sup> siècle qui soit moderne, sécuritaire et efficiente. Nous faisons en sorte que nos gouvernements développent un plan d'action qui aille dans ce sens parce que notre frontière doit être un moteur, et non un frein, à notre croissance économique. »*

*- Barack Obama, conférence de presse, 19 mai 2010.*



Le président Felipe Calderon et le président Barack Obama à la conférence de presse suivant leur rencontre du 19 mai 2010.

Finances et du Crédit public, de l'Économie, de la Sécurité publique, des Communications et du Transport, de l'Agriculture et du bureau du Procureur général, du côté mexicain. L'entente prévoit des rencontres régulières du comité de pilotage qui devra accroître la standardisation de la collecte et de l'échange d'informations afin de mieux coordonner les initiatives sécuritaires à la frontière. Le but est d'accélérer le transit des biens et des personnes, notamment par le biais de la croissance de la participation des entreprises à de nombreux programmes déjà en place tels que les programmes *Free and Secure Trade Program* (FAST) ou *Customs-Trade*



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 3 juin 2010

*Partnership Against Terrorism* (C-TPAT). Ces programmes facilitent le transport transfrontalier en assurant un passage privilégié aux transporteurs ou aux marchandises des manufacturiers qui acceptent de se soumettre à des contrôles de sécurité préalables. La première rencontre du comité est prévue pour le 19 août 2010.

Contrairement à ce qu'avait laissé entendre au début du mois de mai le secrétaire au Transport Ray LaHood, l'Administration américaine n'a pas proposé lors de la visite du président Calderon de solution au conflit sur le transport par camions mexicains en sol américain, connu aux États-Unis sous le nom de *Trucking dispute*. En vertu de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA), les gouvernements du Mexique, des États-Unis et du Canada s'étaient



Le secrétaire au  
Transport Ray LaHood

engagés à ouvrir leurs frontières aux transporteurs nationaux des deux autres pays signataires. Les États-Unis ont cependant toujours refusé d'ouvrir leurs frontières aux camionneurs mexicains sous des prétextes sécuritaires ; en réalité, ce refus revient plus aux pressions politiques exercées par les puissants syndicats de camionneurs comme les Teamsters. Un programme pilote a permis à certains transporteurs mexicains d'avoir accès au territoire des États-Unis de 2007 à 2009, mais les budgets qui y étaient accordés ont été abolis pour l'année fiscale 2010, ce qui a mis fin au programme. En conséquence, le Mexique impose des tarifs supplémentaires renouvelables annuellement sur les biens en provenance des États-Unis qui totalisent 2,6 milliards de \$ É-U pour l'année 2010 seulement. Les pressions politiques sur le Congrès empêchent toujours toute forme de résolution du conflit.

Sur la question sécuritaire, les deux présidents ont ouvertement condamné la nouvelle loi de l'État d'Arizona, la loi SB1070, qui permet aux forces de l'ordre des fouilles arbitraires lorsqu'elles soupçonnent un individu de ne pas posséder de statut légal au pays. Cette loi est décriée parce qu'elle encourage le profilage racial dans cet État qui possède une forte minorité de migrants mexicains. Le président Obama a aussi plaidé ouvertement pour une réforme de l'immigration aux États-Unis et a rappelé l'importance de combattre le crime organisé transfrontalier relié aux cartels de la drogue en signalant la participation active des États-Unis à l'initiative de Mérida, sans toutefois faire de nouvelles annonces à ce sujet. Il a indirectement avoué l'impasse politique sur ces questions en soulevant les difficultés politiques qui limitent la capacité de la Maison-Blanche à agir sur ces questions qui relèvent essentiellement du Congrès ou de la politique interne des États.

Notons aussi que la Chambre de commerce des États-Unis a interprété le plaidoyer des deux présidents pour une protection accrue des droits de propriété intellectuelle comme un signe de l'achèvement rapide de l'Accord commercial anticontrefaçon (ACAC) qui pourrait être conclu cette année. De plus, le président Obama a ignoré les diverses pressions de la gauche démocrate et des principaux syndicats comme l'AFL-CIO qui auraient souhaité le voir donner suite à sa promesse électorale d'ouvrir l'ALÉNA, notamment pour y inclure des obligations plus fermes en matière de droits du travail et environnementaux. Les deux dirigeants ont aussi traité des questions économiques internationales et hémisphériques à l'approche du G20, qui se tiendra à Toronto le 26 et 27 juin, sans toutefois préciser la nature de leurs discussions.

Le bilan plutôt maigre de la rencontre démontre bien la relation inégale entre les deux parties. Le Mexique, durement touché par la crise économique de 2008-09 avec une chute de près de 10 % de son PIB annuel au pire de la crise, et ce, après 13 ans de croissance anémique, dépend toujours de façon critique de la consommation américaine pour soutenir son économie. La minceur des



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 3 juin 2010

solutions proposées pour soutenir le commerce et améliorer la sécurité à la frontière avec les États-Unis pourrait limiter l'intensité de la reprise économique pour le pays latino-américain. L'Administration américaine, aux prises avec des considérations de politique intérieure à l'approche des élections de mi-mandat, démontre peu d'empressement à résoudre les difficultés commerciales ou sécuritaires avec son voisin du sud. Malgré des discours prometteurs de changements, le président Obama semble peu enclin à réorienter la politique étrangère américaine à l'égard du Mexique, notamment en ce qui concerne le commerce, la protection des droits de propriété intellectuelle des investisseurs et la sécurité de l'approvisionnement énergétique.

Pour consulter la déclaration officielle conjointe des États-Unis et du Mexique, voir : White House <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/joint-statement-president-barack-obama-and-president-felipe-calderon>

Pour consulter la conférence de presse conjointe des Présidents Obama et Calderon à la fin de la rencontre, voir : America.gov <http://www.america.gov/st/texttrans-english/2010/May/20100519155013eaifas0.1774713.html>

Pour consulter la déclaration sur la *Gestion de la frontière pour le 21<sup>e</sup> siècle*, voir : White House <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/declaration-government-united-states-america-and-government-united-mexican-states-c>

Sources : Manuel Pérez-Rocha, « Calderon's Visit to Washington », *Foreign Policy In Focus*, 24 mai 2010, en ligne: FPIF [http://www.fpiif.org/articles/calderons\\_visit\\_to\\_washington](http://www.fpiif.org/articles/calderons_visit_to_washington). Merle David Kellerhals Jr., « Obama, Calderón Discuss Immigration, Economy, Other Issues », *Bureau of International Information Programs*, 19 mai 2010, en ligne: America.gov <http://www.america.gov/st/business-english/2010/May/20100519162855dmslahrellek0.8814508.html?CP.rss=true>. « No Solution to Mexican Trucking Spat Unveiled During Calderon Visit », *Inside Us Trade*, vol. 28, no. 20, 21 mai 2010, p. 9.

### *États-Unis/Lybie : un pas de plus vers la normalisation*

Les États-Unis et la Lybie, par l'entremise respective de l'assistant du représentant américain au commerce pour l'Europe et le Moyen-Orient, Chris Wilson, et du sous-secrétaire du Comité populaire général à l'industrie, à l'économie et au commerce, Taher M. Sarkez, ont signé le 20 mai dernier à Tripoli un Cadre de coopération sur le commerce et l'investissement (TIFA) qui marque un pas de plus vers la normalisation complète des relations entre les deux pays. Les TIFA sont des accords-cadres courants qui mettent en place un comité de fonctionnaires chargé de la promotion des investissements bilatéraux, de la promotion d'un accès ouvert aux marchés locaux et assurent des liens fréquents entre les parties. Cet accord avec le gouvernement libyen est la

*« Notre engagement commercial avec la Libye crée des emplois aux États-Unis et approfondit nos relations avec le peuple et le gouvernement libyens. Avec plus de 60 milliards de \$ É-U en projets d'infrastructures en Libye au cours des 3 prochaines années, la signature du TIFA est particulièrement opportune. »*

– Chuck Dittrich, directeur général de l'USLBA, 19 mai 2010.

dernière étape d'une série de rapprochements entamés en 2005 alors que les États-Unis avaient partiellement levé leur embargo total contre l'État nord-africain maintenu depuis mai 1982. Le dictateur Mouammar Kadhafi, chef de l'État libyen, s'emploie activement depuis 2003 à se rapprocher des puissances occidentales.

La Libye, actuellement 69<sup>e</sup> partenaire commercial en importance des États-Unis, avec un commerce bilatéral total de 2,6 milliards de \$ É-U en 2009, possède d'importantes réserves de



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 3 juin 2010

pétrole qui forment son principal produit d'exportation. Des entreprises pétrolières comme Chevron et BP, regroupées au sein de l'Association des entreprises américano-libyenne (USLBA) et qui prévoient investir près de 60 milliards de \$ É-U en Libye au cours des trois prochaines années, se sont réjouies à l'annonce de l'entente. La mise en place du forum de discussion permanent qui accompagne l'Accord-cadre devrait faciliter la représentation de leurs intérêts. Les questions des droits de la personne et des libertés politiques déficientes en Libye n'ont pas été soulevées lors de la rencontre pour entériner l'entente, qui avait un caractère strictement commercial.

Pour consulter l'annonce de l'entente du bureau du représentant américain pour le Commerce, voir : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/press-releases/2010/may/united-states-libya-sign-trade-and-investment-framework>

Sources : Tom Barkley, « US, Libya Sign Trade and Investment Pact to Improve Ties », *Wall Street Journal*, 20 mai 2010, en ligne: Wall Street Journal [http://online.wsj.com/article/BT-CO-20100520-710972.html?mod=WSJ\\_World\\_MIDDLEHeadlinesEurope#articleTabs%3Darticle](http://online.wsj.com/article/BT-CO-20100520-710972.html?mod=WSJ_World_MIDDLEHeadlinesEurope#articleTabs%3Darticle)

---

## Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité : La visite du Président mexicain, Felipe Calderon, aux États-Unis a donné lieu à de nombreuses publications qui approfondissent certains sujets traités dans la chronique. Nous avons sélectionné les articles les plus pertinents. D'autre part, l'agence de presse Reuters a publié ces deux dernières semaines une série d'articles dans la foulée des visites séparées du secrétaire au Trésor Timothy Geithner et du secrétaire au Commerce Gary Locke en Chine respectivement pour une rencontre stratégique et économique de deux jours et pour une mission commerciale avec des entreprises spécialisées en technologies environnementales. Vous trouverez ci-joint les liens vers ces articles.

Études économiques et commerciales : Mentionnons seulement la publication par Jeffrey Schott du Peterson Institute d'une analyse des principaux enjeux du G20 intitulé « A Trade Agenda for the G20 ».

Alex McGuillis, « Mexico not Worried about Obama Campaign Pledge to Renegotiate NAFTA », *Washington Post*, 18 mai 2010, en ligne: <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/05/18/AR2010051800774.html>

Chris Buckley et al., « Timeline: Obstacle Course for U.S.-China Ties in 2010 », *Reuters*, 24 mai 2010, en ligne: <http://www.reuters.com/article/idUSTRE64N07Q20100524>

Doug Palmer et Lucy Hornby, « U.S. still Concerned on China Innovation Rules », *Reuters*, 25 mai 2010, en ligne: <http://www.reuters.com/article/idUSTRE64O0RK20100525>

Doug Palmer et Lucy Hornby, « Locke in China Pushes for Access, Pressed on Exports », *Reuters*, 21 mai 2010, en ligne: Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE64K14X20100521>

Glenn Summerville, « Geithner Praises China Commitment on Currency Reform », *Reuters*, 25 mai 2010, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/idUSTRE64O1RC20100525>



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 3 juin 2010

Jeffrey J. Schott, A Trade Agenda for the G20, *Peterson Institute for International Economics*,  
<http://www.iie.com/publications/pb/pb10-11.pdf>

Kasie Hunt, « Calderon Hits U.S. from House Floor », *Politico*, 20 mai 2010, en ligne: Politico  
<http://dyn.politico.com/printstory.cfm?uuid=B68966D2-18FE-70B2-A886F3F20C48239A>

Mauricio Cárdenas, « President Calderón's Last Opportunity », *Brookings Up Front Blog*, 20 mai 2010,  
en ligne: Brookings  
[http://www.brookings.edu/opinions/2010/0519\\_calderon\\_cardenas.aspx](http://www.brookings.edu/opinions/2010/0519_calderon_cardenas.aspx)

Richard Trumka, « A Fair Deal for Mexicans », *The Hill*, 18 mai 2010, en ligne: The Hill  
<http://thehill.com/opinion/op-ed/98499-a-fair-deal-for-mexicans>

---

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique :** Christian Deblock

**Recherche et rédaction :** David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - [ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

